

Le danger que cela peut représenter est grand : une déstabilisation de caractère fasciste rencontre des conditions favorables avec une classe ouvrière difficilement canalisée par des organisations politiques et syndicales, désorientée, désenchantée, et potentiellement mobilisable sans objectifs. La consolidation de la démocratie semble encore être le meilleur défi que puisse relever la classe ouvrière.

JOSÉ VIDAL-BENEYTO

*Le revers de la médaille**

Toutes les contributions qui composent le présent numéro envisagent le processus de transformation du régime espagnol sous deux angles communs : d'une part, elles considèrent le politique comme un domaine doté d'une substance propre ; d'autre part, elles s'accordent presque toutes pour le qualifier comme étonnamment positif et prometteur. D'où l'utilité d'un commentaire qui parte d'hypothèses dans une large mesure opposées aux précédentes.

Notre présupposé fondamental est, en effet, de considérer que la politique et le politique — leurs relations de pouvoir, leurs cadres juridiques, leurs structures institutionnelles et leurs comportements collectifs ou individuels, etc. — ont une autonomie relative au regard du système social dans lequel ils s'inscrivent, auquel ils appartiennent, autonomie qui est également éloignée de l'économisme mécaniciste (superstructure/infrastructure) propre à la vulgate marxiste, que de l'angélisme formel et tautologique des politologues.

Ainsi, les caractéristiques de la structure socio-économique (la réalité économique et sociale espagnole de 1963 à 1973) et la nature du système social (le néo-capitalisme technocratique partiellement multinational de ces mêmes années) dans leurs relations avec le régime politique qui a pour vocation de les exprimer (le franquisme de la décennie 1965-1975 avec ses divers développements), marquent les limites et conséquences de la possible inadéquation entre les premiers et la seconde, encadrent ses virtualités transformatrices et fixent les frontières, le sens et la portée du changement réclamé.

Ce changement visait à l'établissement d'un régime politique

NB. — Une partie importante de l'information sur laquelle se base le présent article est extraite de mon livre : *Dictatorship and Political Dissent*, Londres, 1978 (traduit en espagnol par les Editions Alfaguara, Madrid, 1978), et de mon article : Spain : Euro-communism and Socialism, *Political Studies*, 1979.

* Traduction de Guy CARCASSONNE.

pluraliste et parlementaire et à l'instauration d'une pratique démocratique dans la vie sociale et quotidienne mais sans que l'un et l'autre n'affectent la forme d'organisation socio-économique dominante, c'est-à-dire le système néo-capitaliste technocratique qui, malgré d'importantes discontinuités, était celui qui prévalait dans la sphère de l'Etat espagnol.

Cette problématique était celle qu'ont assumée les forces politiques démocratiques regroupées d'abord — juillet 1974 et juin 1975 respectivement — dans les Juntas démocratiques d'Espagne et la Plate-forme de Convergence démocratique, et ensuite — mars 1976 — dans la Coordination démocratique.

Mais le projet politique des Juntas démocratiques, partiellement repris par la Coordination démocratique, de promouvoir un gouvernement de concentration démocratique qui aurait un caractère provisoire et organiserait le changement démocratique, en invitant à y participer tous les groupes et personnes, quel que soit leur passé, qui se considéreraient démocrates, ce projet, donc, est remplacé par le plan politique de la Couronne qui, sous le nom de réforme politique, apparaît implicitement dans le premier message de Juan Carlos et est consacré par le référendum du 15 décembre 1976.

Le plan de réforme politique confère la totalité de l'initiative du changement au gouvernement et aux forces directement issues du franquisme, et incorpore à son opération les forces démocratiques par le mécanisme de la Commission de Négociation à laquelle participent, au nom de l'opposition, des groupes et des personnes qui, aussitôt après, figureront comme *leaders* du parti du gouvernement.

Les quatre objectifs de la loi pour la réforme politique étaient :

1. La légitimation populaire de la Couronne par la voie indirecte du Parlement et de la Constitution ;
2. La récupération « démocratique » de toute la classe politique du franquisme disposée à entrer dans le jeu ;
3. La consolidation des instances et mécanismes qui leur permettrait de conserver l'exercice de la direction politique, sous forme homogène ou associée, dans le cadre de la nouvelle démocratie ;
4. Confiner l'activité démocratique au domaine strictement politique et, à l'intérieur de celui-ci, au droit de vote.

Le 6 décembre 1978 le premier objectif a atteint son paroxysme. Le second a été à ce point atteint que les personnalités les plus récalcitrantes du franquisme se sont permises d'entrer et de sortir de la démocratie — des comportements démocratiques — avec la même sûreté qu'ils entrent ou sortent de leur maison, et qu'aujourd'hui,

d'hui, dix-huit mois à peine après la légalisation des partis, les accents les plus emphatiques et les plus bruyants de la pureté et de l'intransigeance démocratiques viennent ostensiblement de voix naguère franquistes. L'analyse de la réussite du troisième objectif exigerait une place dont nous ne disposons pas ici. Il suffit donc de dire que son succès a été recherché tant au niveau juridico-institutionnel (système électoral aux élections de juin 1977, consensus et caractère confidentiel pour la préparation de la Constitution, pacte de la Moncloa, etc.) qu'au niveau de la quotidienneté collective, bien que cette dernière ait été facilitée par les instances de légitimation symbolique comme par les instruments de pouvoir social qui demeurent les mêmes que sous le franquisme. Un seul exemple : le club *Siglo XXI*, imprégné des essences les plus pures du franquisme jusqu'en 1976, demeure, avec les mêmes noms à sa tête, la tribune madrilène à laquelle doivent payer tribut de leur présence tous les dirigeants politiques qui se tiennent pour tels. En ce qui concerne le quatrième objectif, on peut affirmer qu'il existe une opinion unanime sur sa réussite.

La loi de réforme politique a donc connu un succès total, ce qui explique que, contemplé de l'extérieur, et avec l'impatience et/ou la mauvaise conscience de tant de pays démocratiques de voir, après quarante années de dictature, une Espagne réincorporée de plein droit au monde occidental, le processus de changement espagnol acquiert des profils paradigmatiques.

Mais le projet de réforme politique portait en lui-même ses propres gageures, lesquelles demeurent ouvertes. Les principaux protagonistes du changement démocratique, ses premiers bénéficiaires et ses hérauts les plus présents, ont été, au niveau formel, les politiciens du franquisme, c'est-à-dire les non-démocrates. Le changement radical de régime politique — d'une autocratie à une démocratie — s'est pratiqué sans affecter ni le personnel politique — qui reste le même que sous le franquisme avec l'agrégation de socialistes et de communistes — ni, surtout, la classe dirigeante de la vie économique et sociale à tous ses niveaux. En d'autres termes, si la légitimation démocratique des forces franquistes a exigé que celles-ci cooptent comme leurs égaux potentiels des socialistes et des communistes, il n'en est pas allé de même dans la vie économique et sociale où les principaux dirigeants, à tous les niveaux, restent inchangés par rapport au franquisme. Là réside l'origine, élémentaire et indiscutable, du fait que pour l'Espagnol moyen tout demeure identique et n'a changé en rien. Ici aussi un seul exemple : les *lobbies* espagnols — personnes ou bureaux —, à l'hiver 1978, sont toujours

les mêmes qu'en 1975 ou en 1970. Les multinationales le savent bien qui les ont à leur solde.

La loi pour la réforme politique était soumise, pour son succès, à deux conditions *sine qua non* :

1. L'enterrement de tout passé politique ;
2. La présentation de la politique dans un débat de professionnels.

La première supposait d'oublier l'antécédent franquiste mais aussi le démocratique, c'est-à-dire renoncer à la valeur référentielle de quarante années de résistance à la dictature qui était le seul support possible de l'univers symbolique que nécessite tout nouveau régime politique. La seconde impliquait d'enfermer la politique dans les bureaux, de réduire l'activité démocratique aux réunions au sein de chaque parti et à la pratique du vote, de congeler la spontanéité civique et d'opérer une démobilisation populaire dans tous les domaines.

Les partis démocratiques, surtout socialistes et communistes, en acceptant le projet réformiste ont été conduits à suivre fidèlement l'un et l'autre présupposés contribuant par là de façon décisive au succès de la réforme politique mais aussi à ses servitudes.

Le trait le plus caractéristique du processus de changement politique en Espagne est la contradiction entre la satisfaction de la classe politique, en particulier de ses dirigeants, et le désenchantement général du citoyen, que personne ne discute, et qui a comme motif déterminant la différence entre les attentes et les réalisations du changement politique effectivement accomplies. A cela il faut ajouter l'exacerbation du discours furieusement démocratique et son incidence nulle dans la vie réelle qui a dénaturé, au niveau populaire et collectif, la valeur symbolique de l'idéologie démocratique.

Dès lors, dans un pays comme l'Espagne, avec pour antécédent immédiat quarante ans de dictature et seulement superficiellement et partiellement gagné à la démocratie, privé historiquement de comportements démocratiques, dans le politique et le social, le démembrement de la démocratie comme mythe collectif et la démobilisation populaire peuvent faire courir un risque grave, presque fatal, à la permanence et à l'exercice de la cohabitation pluraliste et démocratique.

En d'autres termes, la réforme politique nous laisse à la fin de 1978 quasiment au même point que celui où nous étions à la mort du général Franco : à savoir la nécessité et l'urgence d'installer effectivement la démocratie dans notre pays, en associant réellement les

citoyens à la vie politique de la communauté (peut-on imaginer plus grand contresens, lorsque ce dont il s'agit est de susciter la participation démocratique, que d'avoir interdit aux Espagnols de prendre part, jour après jour, au processus de création constitutionnelle ?) et en neutralisant petit à petit les résistances et les obstacles qui existaient pour sa consolidation et son exercice.

Mais cela était-il compatible avec le plan de la réforme politique ? Les faits ont démontré que non. Pour que le pouvoir pût exiger la disparition des réduits les plus intransigeants du franquisme, il eût été nécessaire que l'opposition démocratique le demandât impérativement, en en faisant une condition *sine qua non* de sa participation au processus et s'appuyant sur une mobilisation populaire qui, ainsi, l'aurait confortée ; et postulant sa présence depuis le premier moment, de surcroît, dans l'organisme chargé de réaliser le changement démocratique.

Ajoutons que l'extrême-droite a été récemment capable, par deux fois, de mobiliser à Madrid presque 300 000 personnes, tandis que l'ensemble des partis démocratiques, dans leur manifestation madrilène contre le terrorisme, ont à peine atteint ce chiffre.

Dit d'une autre façon, aujourd'hui avec la Constitution, ou en 1976 sans elle, la tâche est la même : affronter et démonter les résistances du dernier franquisme, et installer progressivement mais effectivement la démocratie aux niveaux réels de la vie espagnole.

Nous avons signalé plus haut que notre formation sociale dominante, le néo-capitalisme actuel, souffre de discontinuités importantes, tant dans sa dimension structurelle que dans ses comportements de groupe. En ce qui concerne le premier aspect, il suffit de citer l'hétérogénéité qu'implique une bourgeoisie nationale activement opposée, à nombre d'occasions, à la présence des multinationales, et scindée entre un noyau compact et très réduit de grandes sociétés et une constellation de petites et moyennes entreprises. Pour ce qui est du second aspect, les conduites paléo-capitalistes fréquentes sont un facteur de disjonction et d'interférence dans le cours néo-capitaliste dominant dans la vie économique et financière du pays.

Ces discontinuités et les nodules sociaux qui les rendent opérantes peuvent constituer le support effectif des militants de l'involution, des nostalgiques d'un *passé politique* qui correspond à son installation dans une *perspective économique surannée*. Un noyau de la grande bourgeoisie nationale, certains secteurs de la petite et moyenne industrie, des zones de l'ancienne bureaucratie syndicale et parastatistique, « disfonctionnelles » et anachroniques au regard de l'orientation économique majoritaire, peuvent assumer, dès lors qu'intégrés

à la trame socio-économique, la fonction de vecteurs réels, d'outils de légitimation sociale, du retour à l'autocratie.

Ces secteurs, en prenant corps collectivement dans des manifestations publiques, non confrontées, dans la rue, à d'autres manifestations sensiblement plus importantes, auto-affirment leur vocation nationale d'hypothèse majoritaire future et créditent de la légalité civile les bastions de *revanchisme* autocratique qui subsistent dans les casernes.

C'est pourquoi différer l'affrontement avec les ultras du franquisme — qu'ils soient civils ou militaires — ne peut avoir pour conséquence que de les renforcer dans leur organisation et leurs espérances, et retarder la démocratisation réelle de la vie du pays ne peut que conduire à la désaffection du peuple à l'égard des idéaux démocratiques et à l'irréversible apathie du citoyen.

Ainsi un gouvernement paraît nécessaire qui totaliserait la représentation démocratique du pays et qui entamerait véritablement la démocratisation de l'Espagne, avec toutes ses conséquences ; payant le prix à payer de risques inévitables et de transformations nécessaires. Notre démocratie, sinon, restera de papier et sera à la merci de tout coup de main terroriste et de n'importe quelle saute d'humeur, civile ou militaire, des membres nostalgiques du syndicat d'intérêt du passé.

DÉBAT

*L'avènement de la démocratie espagnole**

Transition pacifique, consensus, « réussite », les termes revendiqués par tous n'ont pas exactement le même sens pour chacun. Le passé, même récent et commun, est interprété avec autant de diversité qu'est envisagé le futur immédiat. Dans le chœur des congratulations réciproques les fausses notes sont fréquentes.

Pour permettre à chacun de préciser le bilan de ses espoirs et craintes, Pouvoirs a invité à un débat écrit sur cinq questions, les dirigeants des cinq tendances politiques les plus importantes (1), principaux dirigeants ou « numéros deux » de leur parti respectif.

Parmi eux, un seul indépendant abertzale (2) de gauche.

Ont donc participé au débat :

- Rafael ARIAS SALGADO (1942), avocat, diplomate, député de Tolède, secrétaire général de l'*Unión de Centro democrático*.
- Juan María BANDRES (1932), avocat, sénateur indépendant de Guipuzcoa, proche de l'EIA (parti basque révolutionnaire où se sont regroupés d'anciens membres de l'ETA), membre du Conseil général basque.
- Manuel FRAGA IRIBARNE (1922), professeur de droit public, ministre de l'Information sous Franco, puis de l'Intérieur dans le premier gouvernement de la Monarchie, député de Madrid, secrétaire général de l'*Alianza popular*, *El reglamento de las Cortès españolas*, 1959 ; *El desarrollo político*, 1971.
- Alfonso GUERRA (1940), ingénieur, écrivain, secrétaire à l'Organisation du PSOE (Parti socialiste), député de Séville.
- Simón SANCHEZ MONTERO (1915), traducteur, membre du Comité exécutif national du PCE, député de Madrid, *Que es el comunismo ?*, 1976 ; *Que es el PCE ?* (en collaboration avec S. CARRILLO), 1977 ; *La conception marxiste del Estado*.

* Traductions de Guy CARCASSONNE.

(1) L'extrême-droite, sollicitée en la personne de Blas Piñar, n'a pas souhaité participer à ce débat. La contribution de l'extrême-gauche (Parti du travail espagnol) n'est pas arrivée lors de la remise de ce manuscrit à l'imprimerie.

(2) « Patriote » en basque.